De l'intérêt de connaître l'allemand et le droit public allemand au XVIII^e siècle

Why it was essential to know Germany's language and public law in the 18th century

Von der Notwendigkeit im 18. Jhdt. die deutsche Sprache und das deutsche Recht zu beherrschen

Claude Muller

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2585>

DOI : 10.4000/alsace.2585

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 7 novembre 2017

Pagination : 79-101

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Claude Muller, « De l'intérêt de connaître l'allemand et le droit public allemand au XVIII^e siècle », *Revue d'Alsace* [En ligne], 143 | 2017, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 24 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2585> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2585>

Ce document a été généré automatiquement le 24 mars 2020.

Tous droits réservés

De l'intérêt de connaître l'allemand et le droit public allemand au XVIII^e siècle

Why it was essential to know Germany's language and public law in the 18th century

Von der Notwendigkeit im 18. Jhdt. die deutsche Sprache und das deutsche Recht zu beherrschen

Claude Muller

À la mémoire de Frédéric North (1905-1992), inspecteur laïc à Saint-Guillaume Strasbourg.

C'est sur le bénéfice du traité d'Osnabrück [en 1648]¹ qu'on ne donne aucune inquiétude aux luthériens d'Alsace. Comme ils sont tous très attentifs et très défiants, il serait dangereux de les détromper là-dessus. Le seul moyen de tenir l'Alsace peuplée et florissante et en état de fournir au roi les secours qu'on est obligé de lui demander en temps de guerre est de continuer à suivre la conduite qu'on a tenue jusqu'ici de laisser les choses comme elles sont².

- 1 Les propos du modéré et compétent intendant d'Alsace, catholique, Nicolas Bauyn d'Angervilliers³, en fonction de 1716 à 1724, datent du 25 août 1722, quelques temps après la guerre de Succession d'Espagne. Ils rappellent une situation spécifique de l'Alsace au sein de l'espace monarchique français. Les protestants alsaciens, tant luthériens que calvinistes, peuvent y exercer leur religion, grâce aux garanties données par les traités de Westphalie. Ils ne sont donc pas concernés par la révocation de l'édit de Nantes, imposée par Louis XIV en 1685.
- 2 Alors que le catholicisme constitue la religion d'État et que le protestantisme en vieille France se doit de disparaître, ce dernier subsiste en Alsace, ce qui ne cesse de compliquer la tâche des divers administrateurs qui se succèdent dans la province. Lorsque la question confessionnelle touche les calvinistes d'Oberseebach⁴ et de

Schleithal en 1754, l'intendant Jacques Pineau de Lucé⁵, en fonction de 1752 à 1754, catholique, ose :

La disposition du traité de Munster s'applique aussi bien à la religion luthérienne qu'à la calviniste. *Mais je pense, en même temps, que cette réflexion, quoique bonne, serait fort dangereuse à rendre publique.* Il ne faudrait ne jamais écouter les calvinistes de toutes leurs demandes sur le fait de l'exercice de leur culte⁶.

- 3 Tout est dit, par cette réflexion risquée, sur la politique française en Alsace au XVIII^e siècle : d'un côté respecter tant bien que mal le droit, de l'autre faire avancer les intérêts – y compris confessionnels – de la monarchie au gré des circonstances⁷.
- 4 Mais pour respecter le droit, encore faut-il le connaître. Et l'État français, qui, en ce doux siècle, lorgne encore beaucoup le Saint-Empire romain germanique en vue d'une hypothétique expansion, doit utiliser des gens compétents, tant en allemand qu'en droit public allemand. D'où la nécessité d'employer au ministère des Affaires étrangères à Versailles, des luthériens alsaciens, au mieux une curiosité, au pire une anomalie⁸. La présence de ces personnes qualifiées au sein de l'administration n'est pas sans conséquences sur le contexte régional⁹.

Jean Daniel Schoepflin, l'historiographe du roi

- 5 « Le département [des Affaires étrangères] n'est occupé que par des luthériens comme Schoepflin¹⁰ », fulmine, le 3 juin 1751, François Joseph de Klinglin¹¹, le très catholique préteur royal de Strasbourg. L'homme du roi dans la ville ne trouve pas de mots assez durs pour critiquer l'illustre historiographe du roi, l'accusant même de « fomenter une sorte de petite république, indépendante et récalcitrante dans l'université de Strasbourg¹² ». Qui est donc cet homme vilipendé par Klinglin ? Né à Salzburg, dans l'actuel Bade-Wurtemberg, Schoepflin devient professeur d'histoire rhétorique à l'université [luthérienne] de Strasbourg, acquérant très rapidement un renom dans la république des lettres. Il est aussi appelé à résoudre des questions politiques et diplomatiques en étant médiateur entre la ville de Strasbourg et le margrave de Baden-Baden en 1738 ou entre le prince-évêque de Strasbourg et la cour impériale la même année. Pour avoir soutenu par un traité, *Les Armes du Roy*, les positions de Versailles dans la guerre de Succession de Pologne en 1734, il est nommé, en 1740, conseiller et historiographe du roi.
- 6 Le 24 avril 1751, Jean Daniel Schoepflin rend compte à Versailles de manœuvres contre l'université de Strasbourg¹³ :
Ce corps [l'université protestante] a pourvu à la religion dominante [le catholicisme] en établissant dans la même ville une université catholique réunie au collège des jésuites. Depuis ce temps là les deux universités vivent jusqu'ici dans la plus heureuse union. Elles n'ont rien de commun entre elles. Au milieu de ces circonstances, le magistrat catholique de Strasbourg s'élève aujourd'hui contre nous et prétend que nonobstant qu'il y ait un professeur de droit canon à l'université, la nôtre doit aussi recevoir de ses mains un professeur catholique du même droit. Ce magistrat vient de nous faire cette déclaration par la bouche de celui que le roi a constitué gardien de nos privilèges. C'est le préteur royal lui-même qui nous l'a annoncé après que nous avons réclamé en vain sa protection et le prier enfin de rester neutre.
- 7 Schoepflin glisse discrètement¹⁴ :

L'auteur responsable de troubles est un abbé ex-jésuite [non cité] qui vient de se faire relever par la Cour de Rome de ses derniers vœux, méprisé de ses anciens confrères et de tout le public par la vie scandaleuse qui lui a attiré l'interdiction du suffragant.

- 8 La lettre de Schoepflin précède de peu la protestation du magistrat protestant le 26 avril 1751¹⁵, une supplique catholique¹⁶ et une première lettre de Klinglin¹⁷. Ce dernier supplie Versailles de favoriser le magistrat catholique « pour le bien de la religion dominante ». Une deuxième missive suit. C'est un brûlot.
- 9 Le 3 juin 1751, le préteur de Strasbourg, François Joseph Klinglin rend compte à Versailles¹⁸ du « départ précipité et irrégulier que Jean Daniel Schoepflin, professeur d'histoire et d'éloquence à l'université de Strasbourg, a fait depuis quelques jours d'ici pour Paris ». Le préteur fustige aussitôt le caractère, le génie et « les apparences illusoires du mérite de ce sujet ». Il dit ensuite son désamour. Klinglin affirme qu'il a d'abord soutenu Schoepflin : « Je l'ai fait combler de biens par la multiplication des postes que le magistrat lui a départi. » Puis débute la charge : « Schoepflin s'est livré à des dissipations de toutes espèces notamment en des repas [...] avec des supposés beaux esprits, mais au fond fainéants. » Les calomnies se poursuivent : « Pendant les guerres, Schoepflin s'est manifesté [comme] le plus grand partisan de la maison d'Autriche. »
- 10 Les coups pleuvent drus désormais :
 Il s'est échappé plusieurs fois dans des voyages en Allemagne sans avoir prévenu [...] Il a invité à sa table tout ce qu'il a pu réunir d'Autrichiens [...] Ses ouvrages sont tombés dans une insuffisance et une incapacité, si on compare ses écrits avec son prédécesseur Kuhn [...] Sa harangue au roi lors de l'entrée de Sa Majesté en cette ville [en 1744] avait essuyé une critique anonyme et très humiliante [...] Son discours à la louange du roi, en 1745, s'est aussi trouvé pitoyable.
- 11 François Joseph de Klinglin évoque alors un « différend qui s'est élevé depuis peu entre les magistrats catholiques et luthériens pour raison de l'introduction de la règle d'alternative dans l'université de cette ville telle qu'elle s'observe dans le corps de la magistrature ». Il affirme que Schoepflin se propose enfin à présenter le premier volume de son histoire d'Alsace, « annoncé depuis plus de dix ans », précise de manière acide qu'il n'a « pas jugé à propos de rien communiquer [au préteur] de ce travail » et s'interroge sur l'identité de l'imprimeur. Le coup de grâce arrive enfin :
 Les partisans de Schoepflin et même tous les luthériens se prévalent hautement du crédit et des accès qu'il s'est vanté avoir acquis à la cour et particulièrement auprès de Votre Grandeur, des services inutiles et très agréables qu'il prétend avoir rendus à l'État dans la partie des Affaires étrangères et que sa bienvenue à la Cour lui vaut au moins son indépendance ici.
- 12 La suite de l'épisode est connue. Schoepflin réussit, en 1751, à contrer Klinglin. Non seulement il contribue à faire tomber le préteur, mais il peut créer, en 1752, l'école diplomatique de Strasbourg avec une organisation particulière, soutenue par le ministre Choiseul, centre unique en France de formation des élites politiques européennes. Le 9 octobre 1763, Jean Daniel Schoepflin écrit au ministre des Affaires étrangères¹⁹ : « L'électeur palatin va établir une académie de belles lettres à Mannheim et m'en a nommé président pour la diriger par correspondance. » Il demande l'agrément de Versailles : « Ma qualité d'historiographe du roi et professeur d'histoire à Strasbourg ne sera point en souffrance. » L'académie obtient vite une considération internationale. Huit ans plus tard, Schoepflin décède à Strasbourg.

Hennenberg ou une correspondance privée au milieu d'une correspondance publique

- 13 Le 4 septembre 1755, François Henri Hennenberg²⁰, de confession luthérienne, propose depuis Strasbourg sa candidature pour un poste aux Affaires étrangères. Il rappelle qu'il a suivi son oncle Bischoff de 1736 à 1741 dans les différentes commissions dont il était chargé tant à Londres qu'à Strasbourg et en Lorraine, et qu'il ne l'a quitté que pour travailler en 1739 à Paris. « En 1741, le maréchal de Belle Isle ayant bien voulu l'admettre au nombre de ses secrétaires, il fut sous ses ordres jusqu'en 1743²¹. » Puis il sert Sechelle, intendant des armées. En 1745, le voici attaché à l'intendance d'Alsace par la commission de « secrétaire interprète » et à la ville de Strasbourg par celle « d'archivaire. » Appuyé par Belle Isle²² et par Regemorte²³, il obtient le poste laissé vacant par la mort de son oncle Bischoff, mais seulement la moitié de la pension, l'autre moitié étant récupérée par le catholique Schwendt.
- 14 Jurisconsulte du roi pour le droit germanique, travaillant aux Affaires d'Allemagne de 1757 à 1768, le juriste luthérien François Henri Hennenberg correspond régulièrement avec le premier commis du ministre des Affaires étrangères, le Masopolitain catholique Conrad Alexandre Gérard²⁴, en place de 1766 à 1776. Hennenberg envoie assez régulièrement des notes depuis Strasbourg, où il mélange allègrement données publiques et propos mondains, ce qui fait à la fois le charme et la difficulté d'exploitation de ses missives. Présentons chronologiquement certains thèmes abordés.
- 15 Une note du 18 mars 1770 évoque Jean Daniel Schoepflin : « Schoepflin, depuis deux mois, est retenu dans sa chambre par un gros rhume. La volonté ne lui manque pas, mais les forces de corps et d'esprit l'abandonnent. En été, il prévoit de courir la province, la Suisse et le Palatinat²⁵. » Un peu plus loin, il relève « la hauteur, la raideur et l'inflexibilité de caractère du premier président », catholique, du Conseil souverain d'Alsace, François Henri de Boug²⁶. Les informations se font plus précises le 22 mars²⁷ :
- Il a une dizaine de conseillers qui rendront la vie si dure [à Boug] qu'il sera obligé de déguerpir. C'est un grand malheur pour lui et sa famille nombreuse. Heureusement qu'il a un beau-père [Jean Georges Kieffer] qui a amassé de l'argent. Les avocats veulent interdire la plaidoirie à la première chambre où son gendre préside. On s'est déjà aperçu plus d'une fois de la complaisance du gendre pour le beau-père.
- 16 Puis, sans transition aucune : « Nous avons depuis huit jours un froid excessif et un demi-pied de neige dans les rues. »
- 17 Retour sur Boug le 28 mars²⁸ : « On prétend que Boug ne fait rien de ce qu'il devrait faire pour regagner l'amitié et la confiance de ses confrères. » Hennenberg évoque aussi Louis Henri Nicolai²⁹ : « Il a accepté le poste en Russie que parce qu'il a mangé son bien à Vienne et contracté des dettes qu'il n'aurait jamais pu acquérir (*sic*) comme professeur à l'université de Strasbourg. » Se profile bientôt la venue de Marie-Antoinette à Strasbourg, de passage dans la ville avant de se marier avec Louis XVI. « Le temps contrarie les préparatifs pour les fêtes. Il ne cesse de pleuvoir. Si cela continue, je ne sais pas comment on fera pour les décorations de l'arc de triomphe, toutes les peintures n'étant que détrempées³⁰. » Le jurisconsulte évoque encore « une disette d'argent furieuse » et conclut : « J'ai employé une matinée à vous écrire au lieu d'aller à l'église. » Gérard vient en personne à Strasbourg les 7 et 8 mai, en qualité de

commissaire du roi, aux côtés du comte de Noailles pour accueillir la Dauphine. Il y rencontre Hennenberg.

- 18 Le 20 mai 1770, Hennenberg évoque la terre d'Odratzheim que Falkenhayn a vendue à Prat :

Le village est partie sans ban et les habitants en sont pauvres. Il rapportait environ 1900 livres et a été vendu 50 000 avec le petit château qui y était. Mais Prat a acquis depuis un moulin et acheté quelques terres et masures pour agrandir son enclos. Il y a bâti une très jolie maison et le jardin est grand et beau, donnant d'un côté sur le ruisseau de Mutzig (*sic*) [Mossig] par lequel il est clos. Le seigneur n'a pas la chasse, qui appartient à la ville de Strasbourg. Les habitants payent 200 livres pour accommodement pour les corvées. Il y a quelques vignes qui donnent un vin passable. Enfin, en premier aperçu, je ne pense pas que cette petite terre puisse vous convenir³¹.

- 19 Le propos courtois perce dès l'entame de la lettre du 9 août 1771³² : « Je ne suis nullement étonné de la manière dont le nouveau ministre vous traite. C'est un homme de génie. J'ai toujours pensé et dit que, quand il aura travaillé deux fois avec vous, il ne pourrait plus s'en passer. » Hennenberg évoque ensuite le problème du moment : « Il se passe peu de jours que je n'entende dire qu'il est arrivé un bateau à Kehl et que cet entrepôt va détruire le commerce de transit et la navigation de notre ville. » La météorologie s'invite dans l'échange³³ : « Il fait depuis quelques jours une chaleur excessive. Les vignes en profitent. » Suivent des potins mondains : « D'Autigny est attendu ici pour le 20 [août]. Il descendra à Dachstein, sa maison n'étant pas encore habitable. On enterre aujourd'hui Schoepflin à Saint-Thomas. C'est une perte pour la ville et pour l'Université. »

- 20 Les nouvelles, en provenance de Strasbourg le 14 octobre 1772, sont multiples³⁴ :

J'ai passé une partie du mois de septembre à Barr soit pour tenir des plaids, soit pour faire des adjudications, soit enfin pour prendre des informations sur une infinité d'abus qui s'étaient introduits sous le défunt bailli. À mon retour en cette ville, j'y ai trouvé votre frère [Jean Claude Gérard³⁵] qui était venu sur les instances du prince et de la princesse Sapieha qui y sont depuis six semaines. Il est reparti avant-hier. Je vais demain chez mon frère à Blaesheim pour faire voir au prince des vignes et des vendanges³⁶.

- 21 Le propos courtois perce encore : « Il paraît que le prince et la princesse sont singulièrement attachés à vos frères ? Elle appelle celui de Dantzig³⁷ son meilleur ami. » Reste le souci récurrent du vin : « On fait en Alsace un tiers de vin de plus qu'on avait espéré, mais la qualité ne sera pas bien supérieure à celle de l'an passé. N'importe pourvu que nous puissions remplir les tonneaux. On ménagera d'ailleurs bien des grains qui étaient employés à la fabrication de la bière. »

- 22 L'échange de correspondance va de pair avec celui des services rendus comme le suggère la lettre du 26 octobre 1772 :

Ne croyez pas que j'ai oublié vos commissions. Vous aurez le *Sauerkraut* [choucroute] en temps marqué et la garniture de queue de maître précède cet envoi. Strohl qui est le mieux fourni en pelleterie m'a demandé quartier pour quelques jours, étant très pressé d'acheter une garniture de robe pour Madame la Dauphine qui part aujourd'hui. Aussi je compte que jeudi ou samedi au plus tard la vôtre partira³⁸.

- 23 Le fourre-tout se profile immédiatement : « La princesse Sapieha a été très contente de son excursion, ayant vu tout ce qu'il y avait à voir à une vendange [...] Le Rhin est

aujourd'hui si bas que les gens tirent les bateaux. » Surtout apparaît enfin un avis sur la situation politique européenne :

On craint ici que le partage de la Pologne et la rupture des conférences de Forzani entraînent une guerre générale. Pour moi je n'en vois pas la possibilité tant que les trois cours resteront unies et leur partie paraît trop bien liée. Pour leur opposer une digue, il faudrait que la France, l'Espagne et l'Angleterre fassent accord, ce qui est difficile à croire³⁹.

- 24 Le 13 novembre 1772, Hennenberg reprend la chronique mondaine : « Le mariage de [Frédéric de] Dietrich⁴⁰ avec [Sybille] Ochs de Bâle a été célébré avant-hier⁴¹. » Une allusion à sa situation d'archiviste transparaît le 9 décembre 1772 : « J'ai gagné un bon rhume dans les voûtes de nos archives en faisant la recherche des pièces dont j'avais besoin pour la rédaction du mémoire⁴². » Suivent les méandres familiaux :

Mon neveu [Jean de] Turckheim⁴³ compte aller à Paris à la fin de ce mois. Il ne sait pas trop encore ce qu'il voudra faire. Tantôt il veut courir la carrière politique, tantôt la carrière académique. Je lui donnerai une lettre pour vous et une pour [Théophile Conrad] Pfeffel. Il a des talents. Je dirai presque du génie. Mais sa vivacité et sa pétulance ne lui permettent pas encore de se fixer [...] La longueur de cette épître vous fera bien voir que je suis obligé de garder la chambre.

- 25 Rappel de l'essentiel, le 25 octobre 1772 : « Vous savez mieux que personne que l'Alsace et notre ville [de Strasbourg] dépendent plus particulièrement du département de la guerre⁴⁴. » Suit à nouveau le carnet rose : « Le mariage du prince Max que l'abbé de Lorraine a divulgué partage les opinions. Les uns le louent, d'autres le blâment. Pour moi qui ne connaît pas le dessous des cartes, il surprend mon jugement. » Les affaires d'Allemagne percent le 24 janvier 1773 : « Mon frère [Philippe Jacques Hennenberg⁴⁵] pense qu'il serait bon que nous ayons quelqu'un à Nuremberg pour veiller aux vues du roi de Prusse⁴⁶. » Retour à Strasbourg le 18 février : « Boug est venu voir la bibliothèque de l'Université et le cabinet de Schoepflin [...] La semaine passée, nous avons pensé perdre Franck d'une espèce de fluxion de poitrine. Il va mieux mais il n'est pas tout à fait hors de danger⁴⁷. » François Henri Hennenberg se rend alors à Mannheim pour des négociations quant au Rhin. « À mon retour », écrit-il le 29 août 1773⁴⁸, « j'ai trouvé le magistrat en vacances et d'Autigny à Reichshoffen chez Dietrich [...] J'ai quitté Mannheim avec plaisir. C'est un pays d'horreur depuis la mort de l'Électeur, le fanatisme y règne au plus haut degré. On augurait que Mayence deviendrait un bureau de Vienne. Peut-être se trompe-t-on, je le désire. » C'est aussi Hennenberg qui signale une rencontre entre Louis de Rohan et Jean Treitlinger⁴⁹ recteur de l'université luthérienne de Strasbourg à Mutzig le 18 avril 1780⁵⁰.

Des employés catholiques laissés pour compte ?

- 26 Schoepflin, Bischoff et son neveu Hennenberg, ne sont pas les seuls luthériens gravitant dans le monde des Affaires étrangères. À la mort de Bischoff, l'intendant Jacques Pineau de Lucé avait proposé, le 24 août 1755, sans succès, la candidature de Treitlinger : « Treitlinger est beaucoup plus jeune que Schwendt [qu'il propose aussi], mais un puits de science. Je le regarde comme le premier professeur de cette université [de Strasbourg]. Il est on ne peut plus fort sur le droit public et ne demande que d'autre grâce pour lui que d'être connu de vous⁵¹. »
- 27 Si Treitlinger n'est pas choisi, en revanche Chrétien Frédéric Pfeffel, frère aîné du poète aveugle, joue à partir du moment où il est employé, un rôle fondamental. Né à Colmar

le 3 octobre 1726, Pfeffel fait d'abord des études de droit à Strasbourg sous la direction de Schoepflin qu'il seconde pour la réalisation de l'*Alsatia Sacra*. Entré au service de la Cour de Saxe, il séjourne à Paris, où il entre en relation avec la dauphine Marie Josèphe de Saxe. Par son entremise, il entre au service de la France au moment où l'ambassadeur français à la Diète de Ratisbonne cherche un secrétaire bilingue. En 1763, il lui est permis de rejoindre une Cour étrangère, le duc de Deux Ponts l'accréditant auprès de l'électeur de Bavière. En 1768, le ministre des Affaires étrangères, Choiseul, l'appelle à Versailles en qualité de jurisconsulte du roi. Il est vrai que tous ses rapports à la Cour avaient séduit et qu'on cherchait à le garder depuis plusieurs années.

- 28 Follard avait ainsi noté, le 6 novembre 1762 : « Je ne dois pas vous laisser ignorer le refus que Pfeffel vient de faire d'un poste de six mille livres par an, honorable, solide, tranquille qui ne lui aurait pas permis de continuer le droit public⁵². » Follard transmettait à son supérieur un rapport de Pfeffel, que le Colmarien concluait en ces termes :

Je finis ce mémoire par une réflexion générale qui servira en même temps de récapitulation des principes que je viens de détailler. Il n'y a que la Cour impériale qui puisse se servir de la Diète pour faire pencher entièrement de son côté la balance politique de l'Empire. Or s'il est de l'intérêt de la France que cette balance reste toujours dans une juste et parfaite égalité, il est aussi de son intérêt de soutenir à tout événement les droits du seul corps qui puisse faire l'équilibre et qui ne peut le faire qu'à la faveur de ses droits⁵³.

- 29 Enthousiaste, le duc de Praslin, lecteur assidu du rapport, écrivait dans la marge :

Je ne puis que donner l'approbation la plus entière tant à la forme que le sieur Pfeffel a donné à ce mémoire qu'aux principes juridiques et politiques qu'il y a établi pour faire connaître qu'il est de l'intérêt de la France de veiller non seulement au maintien du système germanique en général, mais encore en particulier à la conservation des droits du corps des protestants en vertu des traités de Westphalie. Ces principes sont si sages et si conformes au véritable intérêt du roi et à la dignité de la couronne que je suis très persuadé qu'un ministre de France qui les suivrait de point ne pourrait manquer de se concilier la confiance générale des ministres de la Diète⁵⁴.

- 30 Nommé principal commis aux Affaires étrangères en 1774, Chrétien Frédéric Pfeffel⁵⁵ rédige encore d'autres textes, dont le fameux *Mémoire concernant la province d'Alsace*, vers 1780⁵⁶. Il est remarquable qu'un jurisconsulte se soit substitué à un intendant pour un tel travail à la fin de l'Ancien Régime.
- 31 Dernier protestant à citer, et non des moindres, Christophe Guillaume Koch⁵⁷, né à Bouxwiller le 9 mai 1737, disciple de Jean Daniel Schoepflin comme secrétaire et assistant. Il devient bibliothécaire de la ville de Strasbourg, s'occupant de la bibliothèque de son maître dès 1766, lui succède en 1771 dans la direction de l'école diplomatique de Strasbourg. Professeur extraordinaire en 1772, docteur en philosophie en 1775, docteur des deux droits en 1776, il lui est proposé une chaire de droit public à l'université protestante de Göttingen en 1779. « Vous avez pensé que pour conserver ici un sujet aussi utile qu'est Koch il serait convenable de lui accorder une pension de 1200 livres jusqu'à ce qu'il soit pourvu d'un canonicat à Saint-Thomas », lit-on dans une note anonyme des Affaires étrangères du 8 janvier 1780⁵⁸. Koch, lui-même, informe le service le 28 janvier 1780 : « Le prince de Hesse Darmstadt est arrivé avec son épouse et se propose de continuer sa route pour Paris pour se présenter au ministre⁵⁹. » Plus tard, en 1790, Koch réussit à faire maintenir aux protestants alsaciens leurs droits acquis.

- 32 Au risque d'un hors sujet, il nous faut sortir de la sphère luthérienne. Parmi tous les juristes alsaciens employés par le ministre des Affaires étrangères très peu sont catholiques. Dans cette catégorie confessionnelle figure Jean François Spon⁶⁰. Il apparaît dans les documents consultés, pour la première fois en 1728, avec une remarque autant lapidaire qu'élogieuse : « Le cardinal de Fleury ne compte pas que vous vous attardiez au service d'un prince étranger⁶¹. » Dès lors Spon envoie régulièrement ses travaux au ministère, sans qu'il soit possible de savoir s'ils lui ont été demandés ou s'il les rédige de sa propre initiative. Lors de l'affaire de la succession impériale de 1740 à 1742, le nouvel empereur Charles VII le garde à ses côtés comme secrétaire intime et lui confère le titre de baron. Il l'envoie ensuite comme résident impérial à Paris en janvier 1743, puis à Berlin en août 1743. Après la mort de Charles VII en 1745, Spon reste à Berlin comme ministre de la Bavière. À ce titre, il participe en 1748 à la conférence de la paix d'Aix-la-Chapelle.
- 33 Tout en assurant ces fonctions, le « baron de Spon » informe régulièrement le bureau des Affaires étrangères, sans perdre une occasion de rappeler à la fois son existence et son excellence. Rappelant, le 13 septembre 1746, qu'il est employé par le duc de Wurtemberg « qui a quelques fois honoré ma table de sa présence lors que j'étais ministre impérial à Berlin », il ajoute « avoir refusé les offres d'une fortune brillante qui [lui] ont été faites par les ministres d'Angleterre ». Spon conclut : « Étant dans tout le royaume le seul sujet catholique de Sa Majesté qui connaisse à fond les constitutions, ainsi que toutes les cours souveraines de l'Empire, si je sollicite quelques grâces du roi, ce n'est point sans les avoir mérité⁶². »
- 34 Spon rédige alors quelques mémoires concernant Parme et Plaisance, les difficultés de l'ordre de Malte, et les divers États d'Allemagne. Il n'omet pas l'Alsace, évoquant ses limites, sa végétation, mais aussi les mariages entre catholiques et protestants⁶³. Le 14 janvier 1749, le cardinal Gaston de Rohan recommande Spon à Puyzieulx⁶⁴. Ce dernier répond de Versailles, le 20 janvier :
- Je connais Spon, ses talents et son mérite. Vous me rendez assez de justice pour être persuadé que votre recommandation est bien puissante auprès de moi. Mais j'espère que vous trouverez juste que des Français qui ont servi uniquement le roi et qui ont les talents nécessaires soient employés de préférence à Spon. Il y a actuellement peu de postes à remplir et s'il s'en trouve par la suite qui peut être donné à Spon (*sic*) votre protection lui serait très avantageuse⁶⁵.
- 35 Depuis Strasbourg, où il est désormais établi, Jean François Spon adresse au bureau, le 14 septembre 1749, une traduction d'un nouveau corps de droit que le roi de Prusse vient de faire publier en allemand. « Il me paraît mériter d'autant plus d'attention que la politique d'État n'y a pas moins de part que la justice » justifie-t-il. Avant de marteler : « Je désire être employé en France⁶⁶. » La réponse du 30 ne varie pas : « Je suis très mortifié de ce qu'il n'est pas en mon pouvoir de vous accorder aucune demande que vous me faites⁶⁷. » Une nouvelle tentative d'embauche a lieu le 18 septembre 1754. Depuis Forbach, dans « la Lorraine allemande », Spon sollicite un emploi indiquant que la sœur de l'électrice de Bavière l'a recommandé auprès de M^{me} la Dauphine et en précisant : « Languissant depuis quelques années dans une obscure oisiveté, j'étais résolu à reprendre du service en Bavière, mais le marquis de Paulny m'a engagé à suspendre ce projet⁶⁸. »
- 36 Spon reprend sa plume, depuis Forbach, le 27 juillet 1755 : « Le duc régnant de Wurtemberg faisait le séjour à Berlin lorsque j'y occupais le poste de ministre de l'empereur près de sa Majesté. Je lui ai rendu des services essentiels. C'est de lui que j'ai

acquis, par contrat, le comté de Forbach, fief relevant du duché de Lorraine⁶⁹. » Le baron candidate⁷⁰ une nouvelle fois le 29 août 1755 à la mort de Bischoff, employé à la Diète de Ratisbonne, mais c'est son neveu Hennenberg qui est choisi. Spon ne désespère pas, revenant à la charge le 20 octobre 1757 : « Pour payer mes dettes, j'ai vendu au duc régent de Deux Ponts le comté de Forbach dont la régie formait mes amusements. Je languis dans un désœuvrement qui ne se concilie point avec mon inclination pour le travail⁷¹. » Le baron finit par être directeur de la Chancellerie municipale de Strasbourg en 1759 et se fait immatriculer en 1760 au Corps de la noblesse immédiate de Basse Alsace. Deux ans avant sa mort, il obtient, le 18 octobre 1770, la recommandation de Toussaint Duvernin, le suffragant du diocèse de Strasbourg, pour devenir grand bailli de Rigel chez la princesse de Baden-Baden, mais en seconde position seulement, après Wackerzap « sujet très méritant tant par sa conduite que par sa capacité⁷² ».

- 37 Outre Spon, il faut aussi citer Étienne Schwendt⁷³, apparenté par sa mère au clan des Menweg, l'un des plus importants réseaux familiaux œuvrant au Conseil souverain d'Alsace. Le nom de Schwendt apparaît, pour la première fois, au moment du décès de Bischoff. Lucé propose deux noms : Treitlinger, vite éliminé, et Schwendt. Si Schwendt est engagé, Hennenberg l'est aussi, les deux hommes se partageant la pension de deux mille livres dont jouissait Bischoff. Voici comment l'intendant Jacques Pineau de Lucé le dépeint le 24 août 1755 :

Schwendt est un homme d'un travail infatigable, d'une expédition prodigieuse ayant l'esprit de réduction et arrivant à la plus grande netteté. Il est entièrement instruit du droit féodal d'Allemagne, connaît parfaitement les privilèges et prétentions de la noblesse, non seulement d'Alsace, mais des autres directoires. Il connaît très bien les maisons et a des notions fort étendues sur le droit public. C'est un homme sûr et dans la probité, [en qui on peut avoir] la plus grande confiance. Depuis trente ans qu'il exerce la subdélégation, il y a peu de genres d'affaires dans lesquelles il n'ait pas travaillé par les ordres de mes prédécesseurs. Il a été souvent chargé de commissions dans les cours d'Allemagne voisines à cette frontière. Il en est allé à la cour du margrave de Baden Durlach pour lui notifier les ordres du roi pour la démolition du chemin de Schweick. Il s'est toujours conduit, dans ces commissions, avec toute la sagesse et toute l'intelligence possible⁷⁴.

- 38 L'intendant de Lucé demande alors pour Schwendt « sinon la totalité, du moins la moitié de la pension ». Il pense que si le syndic l'obtenait, « il redoublerait son activité et son zèle ». De fait, Schwendt est honoré le 7 juillet 1756 du titre de jurisconsulte du roi mais avec seulement mille livres d'appointement⁷⁵. Une de ses lettres courtoises, du 26 octobre 1758, s'adresse au cardinal de Bernis : « La promotion que Sa Sainteté vient de faire en vous revêtant, Mgr, de la pourpre sacrée et en vous mettant au sublime rang des cardinaux de la Sainte Église était une justice due à cette haute vertu et à ces rares incomparables qualités qui ont acquis à Votre Éminence l'estime et la confiance du plus grand des rois⁷⁶. »
- 39 Au terme de cette présentation, l'on se rend bien compte de l'importance du facteur confessionnel, constitutif de l'identité alsacienne, au même titre que le facteur linguistique. La présence de luthériens au ministère des Affaires étrangères pourrait constituer un paradoxe, dans la mesure où le catholicisme est religion d'État. Elle s'explique pourtant par la *Realpolitik*, obligeant à utiliser les compétences de ceux, dont *a priori* on ne voudrait pas. Dans le même domaine, rappelons l'emploi de troupes protestantes, commandées par des officiers protestants (Maurice de Saxe, le plus célèbre ; le prince Max, « bourreau d'argent » selon la baronne d'Oberkirch), avec tous les problèmes annexes (« l'esprit républicain » des protestants).

- 40 Signe de l'évolution du temps et du siècle des Lumières, citons un mémoire anonyme sans date, mais de l'époque de Choiseul vers 1760, particulièrement significatif. L'auteur pose problème : s'agit-il d'un employé, protestant ou catholique, des Affaires étrangères ou d'un interlocuteur étranger au service ? Toujours est-il que les arguments avancés paraissent bien neufs⁷⁷ :

Le gouvernement devrait porter ses réflexions sur la province d'Alsace dont l'âme languissante ne laisse plus apercevoir qu'un corps en agonie. *Si l'Alsace doit conserver une distinction, ce ne sera que par la tolérance constitutionnelle des trois religions chrétiennes.* C'est cet établissement des trois églises chrétiennes qui fait aujourd'hui l'intérêt particulier que doit avoir l'État français qui doit se mettre en rivalité avec les autres États puissants de l'Europe [...] Les puissances ont des succès rapides par la tolérance [...] Le gouvernement français n'emploie dans les charges et offices du royaume que des catholiques romains et empêche que le culte religieux des protestants soit public. Mais la province d'Alsace fournit à la France les moyens de se mettre en rivalité avec les puissances voisines par l'existence actuelle des trois églises catholique, luthérienne et calviniste.

- 41 Le scribe conclut avec le rappel « des calvinistes opprimés ». Il évoque l'émigration en Hollande. La chute mérite que l'on s'y attarde : « La province d'Alsace offre tous les avantages à ces étrangers que l'esprit mercantile conduit. » Peut-t-on ajouter que ces idées sont partagées par Choiseul, le pourfendeur du parti dévot ?
- 42 Terminons par les propos de Latour, peut-être informateur, peut-être espion. De Strasbourg, il écrit, le 19 octobre 1780, aux Affaires étrangères :
- 43 L'on observe que bien des Français se permettent de dire assez librement et assez hautement que l'attachement des Alsaciens et particulièrement des protestants et surtout ceux de Strasbourg pour la France n'est pas d'une sûreté bien reconnue. *Quant à l'Alsace en général, il est constant qu'il n'y a pas de province qui, proposition gardée, fournisse au roi plus de militaires et d'autres serviteurs zélés.* L'on ne remarque pas que la religion cause, à cet égard, de différences⁷⁸.
- 44 Puis Latour évoque Christian Louis baron de Wurmser, second commandant de la province d'Alsace, de confession luthérienne : « Le baron de Wurmser⁷⁹ a été mal conseillé s'il a conclu assister de sa propre autorité à des processions catholiques. L'assistance à la procession de Notre Dame au mois d'août n'est pas regardée comme faisant nécessairement partie des fonctions de l'officier général commandant. »

NOTES

1. Gaston ZELLER, « La réunion de l'Alsace à la France et les prétendues lois de la politique française », *Revue d'Alsace*, n°84, 1929, p. 768-778 ; Jeanine SIAT, *Histoire du rattachement de l'Alsace à la France*, Strasbourg, 1987 et surtout Georges LIVET, *L'intendance d'Alsace sous Louis XIV*, Paris, 1956, réédition 1991. De manière générale, voir Lucien BELY, Jean BERENGER, André CORVISIER, *Guerre et paix dans l'Europe du XVIII^e siècle*, Paris, 1991, 455 p. ; Lucien BELY, *L'Europe des traités de Westphalie : esprit de la diplomatie et diplomatie de l'esprit*, Paris, 2000, 624 p. ; Olivier CHALINE, *La France au XVIII^e siècle (1715-1787)*, Paris, 2004, 328 p.

2. . Archives du Ministère des Affaires Étrangères (AMAE) à Paris, Section Mémoires et Documents, fonds Alsace, t. 37, folios (désormais fs.) 271-278. Sur cette période avec la documentation issue du même fonds, voir Claude MULLER, « Les affaires de religion en Alsace sous Philippe d'Orléans (1715-1723) », *Revue d'Alsace*, n°136, 2010, p. 101-139 et « Diplomatie et religion en Alsace au temps du cardinal Fleury (1726-1743) », *Revue d'Alsace*, n°132, 2006, p. 129-173.
3. . Georges LIVET, « Les intendants d'Alsace et leur œuvre (1648-1789) », *Deux siècles d'Alsace française*, Strasbourg, 1948, p. 79-131 et Claude MULLER, « Nicolas Bauyn d'Angervilliers », *Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne (NDBA)*, n°43, 2004, p. 4 474.
4. . Jean-Claude STREICHER, « L'obstination des réformés d'Oberseebach : un siècle de persécution et de pétitions pour retrouver la liberté de culte », *L'Outre-Forêt*, n°14-15, 1976, p. 75-83 et Georges LIVET, « Sur l'empoisonnement de quatre paysans d'Oberseebach », *L'Outre-Forêt*, n°25, 1995, p. 13-16.
5. . Georges LIVET, « Intendant », *L'Encyclopédie de l'Alsace*, n°7, 1984, p. 4 280-4 281 et « Jacques Pineau de Lucé », *NDBA*, n°25, 1995, p. 2 446.
6. . AMAE Paris, t. 45, f. 156.
7. . Claude MULLER, « En Alsace, le Saint-Esprit est aux ordres du roi. Réalité et limites de la politique monarchique française au XVIII^e siècle », *Revue d'Alsace*, n°142, 2016, p. 299-314.
8. . A. SALOMON, « Les Alsaciens employés au ministère des Affaires étrangères à Versailles aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Revue d'Histoire Diplomatique*, oct.-déc. 1931, p. 516 sqq.
9. . Claude MULLER, « Le beau jardin de la France », *L'Alsace au XVIII^e siècle*, Nancy, Éditions Place Stanislas, 2008, 242 p.
10. Jürgen VOSS, *Universität, Gesichtswissenschaft und Diplomatie im Zeitalter der Aufklärung: Johann Daniel Schöppflin (1694-1771)*, Munich, 1979 et « Jean Daniel Schoepflin », *NDBA*, n°34, 1994, p. 3 527-3 528. Bernard VOGLER et Jürgen VOSS, dir., *Strasbourg et l'Europe au XVIII^e siècle*, Bonn, 1996 ; Jürgen VOSS, *Jean Daniel Schoepflin (1694-1771), un Alsacien de l'Europe des Lumières*, Strasbourg, Publications de la Société savante d'Alsace et des pays de l'Est, « Recherches et documents, 63 », 1999, 386 p.
11. . Camille SCHWARTZ, « L'affaire François Joseph de Klinglin », *La Vie en Alsace*, 1927, p. 227-236 ; Jean-Jacques HATT, « Mœurs au XVIII^e siècle. Le préteur royal Klinglin et Andrieux, agent de la ville de Strasbourg », *Revue d'Alsace*, 1948, p. 167-180 ; Georges LIVET, « François Joseph de Klinglin », *NDBA*, n°21, 1993, p. 2 007-2 008. François Joseph de Klinglin, fastueux préteur de Strasbourg fait de multiples séjours à la Cour. Le 25 décembre 1750, il écrit de Paris au ministre : « Ma santé étant de nouveau altérée par deux accès de fièvre et par des attaques subites réitérées de la même colique hépatite qui m'a réduit à l'extrémité et qui m'a retenu longtemps en langueur il y a environ deux ans, je me vois obligé de précipiter mon départ pour tâcher de me rendre chez moi et de prévenir les risques d'être arrêté, ici ou en route par une maladie sérieuse et longue. D'ailleurs ma présence devient nécessaire à Strasbourg pour y exécuter les ordres dont la Cour m'a honoré touchant les cérémonies funèbres de réception de sépulture du corps de feu le maréchal de Saxe », AMAE Paris, t. 45, f. 281. Le clan des Klinglin utilise son catholicisme pour s'élever dans la hiérarchie judiciaire en monopolisant les sièges au Conseil souverain d'Alsace, voir Claude MULLER et Jean-Luc EICHENLAUB, *Messieurs les magistrats du Conseil souverain d'Alsace au XVIII^e siècle*, Riquewihr, 1998, p. 121-131 et Claude MULLER, « Mgr Simon Nicolas de Montjoie, les Klinglin et les Gobel (1762-1775) », *Revue d'Alsace*, n°128, 2002, p. 281-313.
12. . AMAE Paris, t. 44, f. 26.
13. . AMAE Paris, t. 47, f. 9.
14. . AMAE Paris, t. 47, f. 11.
15. . AMAE Paris, t. 47, fs. 13-17.
16. . AMAE Paris, t. 47, fs. 44-51.
17. . AMAE Paris, t. 47, f. 54.

18. . AMAE Paris, t. 47, fs. 25-35.

19. . AMAE Paris, t. 44, f. 138.

20. . François Henri Hennenberg naît à Strasbourg le 1^{er} juillet 1776, fils de Jean Bernard Henneberg secrétaire du Conseil des XV jusqu'à son décès et de Marguerite Salomé Bischoff. Licencié en droit en 1736, il devient le secrétaire de son oncle François Henri Bischoff employé par le roi dans diverses commissions. En 1739, il est appelé à Paris au « bureau des limites » puis en 1741, emmené par le maréchal de Belle Isle, ambassadeur extraordinaire en Allemagne comme secrétaire. De 1745 à 1757, il est, à Strasbourg, secrétaire interprète de l'intendance d'Alsace, puis archiviste de la ville. Après la mort de son oncle Bischoff, il obtient de Louis XV de lui succéder dans sa charge de jurisconsulte du Roi pour le droit germanique grâce à l'appui de Belle Isle et de Moreau de Séchelles. La même année 1757 il entre au Conseil des XV. Le 1^{er} août 1757, le cardinal de Bernis, ministre des Affaires étrangères, fait appel à ses compétences « pour travailler aux Affaires d'Allemagne qui se multiplient tous les jours dans ces circonstances », au début de la guerre de Sept Ans. Mais en 1768, François Henri Hennenberg demande au duc de Choiseul « la permission de se retirer chez lui à Strasbourg » pour raisons de santé. Une pension de quatre mille livres lui est alors accordée. En Alsace, où il revient début 1769, il cumule les charges : membre du Conseil des XIII jusqu'à la Révolution, sclarque de l'université luthérienne de Strasbourg, commissaire du Roi en 1773 pour régler la question des péages sur le Rhin. Il décède à Strasbourg le 18 avril 1796, presque octogénaire, voir Jean REUSSNER, « François Henri Hennenberg », *NDBA*, n°16, 1990, p. 1 515.

21. . AMAE Paris, t. 44, f. 61.

22. . AMAE Paris, t. 44, f. 65.

23. . AMAE Paris, t. 44, f. 66 et f. 82 : « Il connaît la jurisprudence et le droit public d'Allemagne. Il a surtout le talent de faire au mieux les traductions des actes allemands en français », aux dires du catholique Regemorte le 6 janvier 1756.

24. . Conrad Alexandre Gérard, naît à Masevaux le 12 décembre 1729, fils d'un procureur fiscal des villes et seigneuries de Masevaux et Rougemont. Après avoir soutenu sa thèse en 1749, il entre en 1753 dans les services diplomatiques, devient secrétaire de légation du baron de Zuckmantel à Mannheim, puis secrétaire d'ambassade à la Cour de Vienne en 1761. Il obtient en 1763 des lettres de provision en qualité de préteur royal de Sélestat, mais ne s'intéresse guère à cette fonction dont il se démet treize ans plus tard. Il devient surtout en 1766 premier commis du ministre des Affaires étrangères et reçoit, les 7 et 8 mai 1770, à Strasbourg, en qualité de commissaire du roi, aux côtés du comte de Noailles, la dauphine Marie-Antoinette. Cette année, il acquiert du prince de Nassau-Sarrebruck pour 210 000 livres les deux villages de Munster et d'Insviller en Lorraine allemande. Nommé syndic royal de Strasbourg en 1776, il est anobli pour services rendus en 1778. Après une période américaine, il rentre en France. Le 10 mars 1781, nommé conseiller d'État, il reçoit les provisions de la charge de préteur royal de Strasbourg et un traitement de 17 000 livres payé par la ville. Après avoir obtenu, le 30 juin 1789, un congé de longue maladie, il quitte l'Alsace. Le roi nomme à sa place, en qualité de commissaire de Sa Majesté Frédéric de Dietrich. Il décède à Paris le 16 avril 1790, voir Georges LIVET, « Conrad Alexandre Gérard », *NDBA*, n°12, 1988, p. 1 149.

25. . AMAE Paris, t. 38, f. 16.

26. . François Henri Boug, fils d'un avocat au Conseil souverain d'Alsace, bailli de Delle, Seppois, Bartenheim, Banvillars, naît à Delle le 29 juillet 1722, neveu de deux chanoines et de deux jésuites, l'un de la province de Champagne, l'autre de la province de Bavière. Il épouse à Colmar le 26 février 1748 Anne Barbe Kieffer, la fille d'un avocat au Conseil souverain. Conseiller au Conseil souverain d'Alsace de 1747 à 1768, il est appelé en 1764 et en 1765 à Paris par Choiseul, qui le considérait comme « un homme fort distingué d'esprit et de manières, savant juriste, magistrat intègre, entièrement dévoué à la province, dont il défendait les intérêts et les droits avec une obstination toute alsacienne. » Boug est chargé de l'établissement des collèges,

succédant à ceux des jésuites en dépit de l'opposition de Christophe Klinglin. Avec l'appui de Choiseul, Boug devient premier président du Conseil souverain d'Alsace le 5 mars 1768 et le reste jusqu'au 5 septembre 1775, date de son décès à Colmar. Dès sa nomination connue, les Salomon communiquent la nouvelle à leurs parents Cointoux à Haguenau le 18 mai : « Son beau père Kieffer vient d'acheter une maison qui sera certainement un bel hôtel de premier président », voir Claude MULLER et Jean Luc EICHENLAUB, *Messieurs les magistrats du Conseil souverain d'Alsace au XVIII^e siècle*, op. cit., p. 36-41.

27. . AMAE Paris, t. 38, f. 24.

28. . AMAE Paris, t. 38, f. 26.

29. . Louis Henri Nicolai naît à Strasbourg le 25 décembre 1737, fils de l'archiviste de la ville. Après ses études à l'université de Strasbourg couronnées par un doctorat en droit, ce luthérien, recommandé par Jean Daniel Schoepflin, se rend à Paris où il rencontre Diderot et d'Alembert. Il devient, en mai 1761, secrétaire privé du prince Galitzine, nommé ambassadeur à Vienne, où il reste deux ans. Entre 1763 et 1765, il est employé dans les bureaux du prêteur royal. En 1748, il est chargé d'un cours semestriel à l'université de Strasbourg. Selon Hennenberg, le 28 mars 1770, « Gayot fils songeait à le faire nommer professeur. » Mais Nicolai préfère devenir précepteur d'Alexis Rasumowski qu'il suit dans ses voyages en Europe. En 1769, il est nommé précepteur du grand duc Paul de Russie. Dès lors son destin est lié au futur Paul I^{er}. Le comte Golovkine prétendait qu'il possédait la meilleure cave de l'Europe. Il décède à Viborg, en Finlande, le 18 novembre 1820, voir Georges LIVET, « Louis Henri Nicolai », *NDBA*, n°28, 1996, p. 2 837-2 839.

30. . AMAE Paris, t. 38, f. 67v.

31. . AMAE Paris, t. 38, f. 66v.

32. . AMAE Paris, t. 38, f. 209.

33. . AMAE Paris, t. 38, f. 210.

34. . AMAE Paris, t. 38, f. 348.

35. . Jean Claude Gérard naît à Masevaux le 25 mai 1732. Après avoir obtenu sa licence de droit à l'université de Strasbourg en 1753, il devient bailli de la ville et du comté de Ferrette, subdélégué de l'intendant pour le Sundgau en 1760. Il décède à Belfort le 13 février 1802, voir Georges LIVET, « Jean Claude Gérard », *NDBA*, n°12, 1988, p. 1 149.

36. . Autre mention du vin dans cette lettre du 8 octobre 1699 de l'intendant Pelletier de la Houssaye au marquis de Puisyieux : « Le prince Louis de Baden m'ayant envoyé deux petits tonneaux de vin de tokay et ne sachant en France que le vin de Sillery qui puisse aller de pair avec celui de tokay, je voudrai bien, en revanche, lui envoyer aussi de nos pièces s'il se trouvait bon cette année », AMAE Paris, t. 31, f. 40.

37. . Jean Mathias Gérard né à Masevaux le 24 février 1736. Licencié en droit à l'université de Strasbourg, il suit son frère aîné Conrad Alexandre Gérard en qualité d'interprète à la cour palatine, puis part comme secrétaire de légation à Dresde. Il devient chargé d'affaires à la Diète de Ratisbonne puis en Pologne en 1768 en qualité de président et consul de Dantzig où il reste cinq ans. Le 1^{er} janvier 1774, il est appelé à Versailles en qualité de premier commis pour seconder son frère. À partir de ce moment, il signe « Gérard de Rayneval ». Aux côtés de Hennin, il remplace son frère au ministère des Affaires étrangères pendant son absence, négocie la paix avec l'Angleterre en 1783. Il avait fait paraître quatre ans plus tôt avec Conrad Pfeffel une traduction de la *Géographie universelle* de Burching. Après avoir négocié le traité franco-anglais de commerce en 1786 et cherché un accommodement dans les affaires de Hollande en 1787, il se retire du ministère en 1792 et décède le 31 décembre 1812, portrait dans *NDBA*, n°30, p. 3 105.

38. . AMAE Paris, t. 38, f. 351.

39. . AMAE Paris, t. 38, f. 359.

40. . Philippe Frédéric de Dietrich, naît à Strasbourg le 14 novembre 1748, fils d'un maître de forges anobli luthérien. Il épouse à Strasbourg, le 11 novembre 1772 Sybille Louise Ochs la fille d'un négociant banquier calviniste et membre du Conseil de la République de Bâle. Avec son

beau-frère Pierre Ochs, Georges Schlosser futur beau-frère de Goethe et le poète colmarien Théophile Conrad Pfeffel, il devient, en 1782, membre de la société secrète politique des « *Illuminaten Orden* », alors qu'il faisait déjà partie de la loge « La Candeur ». Commissaire du roi à la visite des mines, forêts et bouches à feu du royaume en 1784, il est nommé « commissaire royal » car luthérien – et non prêtre – le 28 juin 1789 pour suppléer Gérard. Il est élu maire de Strasbourg en février 1790 et joue un rôle essentiel dans la vie politique strasbourgeoise – voire alsacienne – jusqu'à l'époque de la Terreur. Il décède à Paris, guillotiné, le 29 décembre 1793, voir Hélène GEORGER-VOGT, « Philippe Frédéric de Dietrich », *NDBA*, n°8, 1985, p. 653-654.

41. . AMAE Paris, t. 38, f. 389.

42. . AMAE Paris, t. 38, f. 392.

43. . Jean de Turckheim naît à Strasbourg le 10 novembre 1749, fils du banquier Jean de Turckheim et de Marie Madeleine Hennenberg. Après des études au gymnase, puis à la Faculté de droit, achevées par une licence en 1771, il renonce à reprendre le négoce de son père, malgré son mariage à Francfort le 2 février 1778 avec Jeanne Claire Dorothée de Seufferheld, la fille d'un banquier. Il devient franc-maçon, comme son frère et Frédéric Rodolphe Saltzmann. Dédaignant une chaire de professeur à l'université, il veut se destiner aux Affaires étrangères. Le 24 février 1789, il est élu député de la ville de Strasbourg aux États généraux. En 1793 il représente plusieurs princes allemands à la Diète de Francfort. Ministre plénipotentiaire du grand duc de Hesse à Francfort en 1806, il est envoyé à Rome en 1816 par les princes protestants d'Allemagne pour y négocier, sans succès, un concordat avec le pape. Il décède à Altdorf, dans le pays de Bade, le 28 janvier 1824, voir Jules KELLER, « Jean de Turckheim », *NDBA*, n°37, 2001, p. 3 922-3 923.

44. . AMAE Paris, t. 38, f. 400.

45. . Né à Strasbourg le 2 juin 1719, Philippe Jacques Hennenberg, luthérien, fils de Jean Bernard Hennenberg, secrétaire du Conseil des XV, et de Marguerite Salomé Bischoff, épouse le 24 octobre 1771 à Blaesheim Catherine Adam, dont il a cinq filles et un fils. À partir de ce moment, il réside au château de Blaesheim, puis à Westhoffen vers 1780. Comme son frère aîné, François Henri Hennenberg, il fait ses humanités au gymnase, inscrit en 1725. Il entre à l'université de Strasbourg en 1733. Docteur en philosophie en 1737, il étudie encore le grec et l'hébreu. Après un passage aux universités de Leipzig, Iéna et Halle, il revient à Strasbourg en 1743 pour entamer une carrière diplomatique comme commis auprès de son oncle François Henri Bischoff, interprète du roi auprès de la Diète d'Empire à Francfort. Il devient secrétaire du ministre de France, Malbran de La Noue, lorsque celui-ci revient à Francfort en 1745. Après la signature du traité d'Aix-la-Chapelle en octobre 1748, Philippe Jacques Hennenberg accompagne La Noue à Paris où il est présenté au ministre des Affaires étrangères, le marquis de Puyzieulx qui l'adjoint à Blondel, ministre chargé des affaires de Sa Majesté auprès de la Cour d'Autriche. Au début de 1751, il est envoyé auprès du ministre de France de Folard, auprès de la Diète générale d'Empire, siégeant à nouveau à Ratisbonne. Il y demeure de mars 1751 à février 1754. Puis il devient, avec l'autorisation de la Cour de France, secrétaire du margrave de Brandebourg-Bayreuth, beau-frère de Frédéric II de Prusse. Il gagne Bayreuth en février 1754, effectue un voyage en France qu'il débute par Strasbourg en octobre 1754. Le margrave le nomme chargé d'affaires à la Cour de France à partir du 1^{er} janvier 1760, un poste dans lequel il est confirmé par le successeur du margrave en février 1762. En novembre 1764, il est nommé ministre du roi de France auprès du landgrave de Hesse Cassel. Mais ce poste ne l'intéresse pas. Il obtient le 12 septembre 1766 une pension annuelle de 3 300 livres, augmentée en 1779. Il se retire alors en Alsace, d'abord à Blaesheim, puis à Westhoffen. Il décède à Strasbourg le 7 novembre 1795, voir Jean REUSSNER, « Philippe Jacques Hennenberg », *NDBA*, n°16, 1990, p. 1 516-1 517.

46. . AMAE Paris, t. 50, f. 18.

47. . AMAE Paris, t. 50, f. 23.

48. . AMAE Paris, t. 50, f. 316.

49. . Jean Chrétien Treitlinger, naît à Strasbourg paroisse Saint-Nicolas le 11 septembre 1717, fils d'un diacre à Saint-Nicolas et petit-fils d'un pasteur. Élève au gymnase à partir de 1724, il suit les cours de rhétorique en 1731, de métaphysique, d'histoire, de philosophie, de grec et d'hébreu chez le professeur Lederlin. Avec le consentement de son père qui aurait préféré qu'il étudiat la théologie, il choisit le droit féodal et institutionnel, le droit canonique et le droit public du Saint-Empire romain germanique. En 1737, il devient licencié. En 1739, il entreprend un voyage d'étude à Paris. Après s'être rendu à Colmar auprès du Conseil souverain d'Alsace, il officie à Strasbourg de 1742 à 1745 au service du Directoire de la Noblesse immédiate de Basse Alsace et remplace temporairement Jean Daniel Schoepflin, tombé malade. Le Conseil des Treize nomme Treitlinger professeur extraordinaire de droit en 1748. Il enseigne le droit public impérial en 1754 et le droit canon en 1755, les pandectes et le droit civil en 1775. Partisan de la philosophie politique des « droits de l'homme et du citoyen », il avance, en 1787, que « la loi est l'expression de la raison » et non pas celle de « la volonté du souverain ». Il décède à Strasbourg, paroisse Saint-Thomas, le 19 août 1792, voir François Joseph FUCHS et Marcel THOMANN, « Jean Chrétien Treitlinger », *NDBA*, n°37, 2001, p. 3 899-3 900.

50. . AMAE Paris, t. 54, fs. 36-37, voir Claude MULLER, *Le siècle des Rohan*, Strasbourg, 2006, p. 355.

51. . AMAE Paris, t. 44, f. 57.

52. . AMAE Paris, t. 45, f. 233.

53. . AMAE Paris, t. 45, fs. 234-243.

54. . AMAE Paris, t. 45, f. 244.

55. . Gabriel BRAEUNER, « Chrétien Frédéric Pfeffel », *NDBA*, n°29, 1997, p. 2 982-2 983.

56. . Georges LIVET, « La situation de la province à la veille de la Révolution d'après le mémoire de Chrétien Frédéric Pfeffel juriconsulte du roi », *L'Alsace au cœur de l'Europe révolutionnaire, Revue d'Alsace*, n°116, 1989-1990, p. 9-21 et surtout Élodie GODIÉ, *Mémoire concernant la province d'Alsace de Chrétien Frédéric Pfeffel*, Strasbourg, Société académique du Bas-Rhin pour le progrès des Lettres, des Arts et de la Vie économique, « Bulletin CXXXIII-CXXXIV », 2013-2014, 155 p.

57. . Jürgen VOSS, « Christophe Guillaume Koch », *NDBA*, n°21, 1993, p. 2 036-2 037.

58. . AMAE Paris, t. 54, f. 4.

59. . AMAE Paris, t. 54, f. 10.

60. . Jean François Spon naît à Strasbourg le 10 octobre 1696, épouse à Strasbourg cathédrale le 17 juillet 1732 Anne Marie Françoise Gelb, fille d'un membre du grand sénat de Strasbourg et décède à Strasbourg le 6 avril 1773, cf. S. SPON, « Les barons de Spon d'Alsace », *Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie de Colmar*, 1976-1977, p. 49-56 et Jean-Marie SCHMITT, « Jean François Spon », *NDBA*, n°35, p. 3 708.

61. . AMAE Paris, t. 39, f. 230. Les lettres adressées par Spon entre 1728 et 1740 dans Claude MULLER, « Diplomatie et religion en Alsace au temps du cardinal Fleury (1726-1743) », art. cit., p. 159-162.

62. . AMAE Paris, t. 44, f. 9.

63. . AMAE Paris, t. 44, f. 10.

64. . AMAE Paris, t. 44, f. 20.

65. . AMAE Paris, t. 44, f. 21.

66. . AMAE Paris, t. 44, f. 22.

67. . AMAE Paris, t. 44, f. 24.

68. . AMAE Paris, t. 44, f. 45.

69. . AMAE Paris, t. 44, f. 56.

70. . AMAE Paris, t. 44, f. 60.

71. . AMAE Paris, t. 44, f. 107.

72. . AMAE Paris, t. 44, f. 255.

73. . Étienne Schwendt naît à Strasbourg le 6 septembre 1748, fils du syndic du Directoire de la noblesse immédiate de Basse Alsace et subdélégué de l'intendant. Après des études de droit commencées à Strasbourg en 1763, il prend la succession de son père comme syndic de la noblesse de Basse Alsace. Il devient membre de l'Assemblée provinciale en 1787, et est élu le 8 avril 1789, au second tour de scrutin, contre Maymo, négociant, et Klinglin, lieutenant du roi, comme député aux États généraux, bientôt transformés en Assemblée nationale. Il est en relation épistolaire intense avec Frédéric de Dietrich dont il partage bon nombre d'idées. Plus souple que Jean de Turckheim, il ne recule pas devant les concessions. Après la démission de Turckheim, il reste seul comme député de Strasbourg. Bien que catholique, il prend parti contre l'abbé d'Eymar dans la question des biens ecclésiastiques. Élu juge à la Cour de cassation, suspendu sous la Terreur, au contraire de Dietrich guillotiné, réintégré sous le Directoire, il le demeure sous tous les régimes politiques successifs jusqu'à sa mort, survenue à Paris le 5 juillet 1820, voir Georges LIVET, « Étienne Schwendt », *NDBA*, n°34, 1999, p. 3 591-3 592.

74. . AMAE Paris, t. 44, f. 57.

75. . AMAE Paris, t. 44, f. 299.

76. . AMAE Paris, t. 44, f. 116.

77. . AMAE Paris, t. 44, fs. 96-97. Le texte pourfend « les nouveaux zélateurs » des années 1750 à 1765, ce qui permet de le dater approximativement.

78. . AMAE Paris, t. 54, f. 69.

79. . Alphonse HALTER, « Christian de Wurmser », *NDBA*, n°40, 2002, p. 4 318.

RÉSUMÉS

Le XVIII^e siècle constitue, dans le domaine religieux en Alsace, une période de tous les paradoxes confessionnels. Comme ailleurs, le catholicisme est certes religion d'État et les exactions des catholiques envers les protestants ne manquent pas. Le pouvoir royal encourage ses abus, voire les provoque. Pour autant, rien n'est simple dans cette région-frontière. Parce que la monarchie française a besoin, pour des motifs diplomatiques, de juristes connaissant à la fois le droit public et l'allemand, elle engage et rétribue des Alsaciens luthériens pour remplir ces fonctions, à contre-courant de politique officielle d'hostilité connue. (Claude Muller).

The 18th century harbours one of many paradoxical religious situations. Like in other countries Catholicism was actually the official religion and, as such, committed many exactions against the Protestant population. The royal policy entailed these attitudes and was probably responsible for them. That being said, nothing was simple in this territory wedged between two countries. For diplomatic reasons the French monarchy needed lawyers who were familiar with both public law and the German language, As a consequence Lutheran Alsatians were hired and paid to play this role, although in full contradiction with the well-known official anti Protestant stance. (trad. Pierre Boulay).

Das 18. Jahrhundert ist im religiösen Bereich im Elsass der Ort aller Widersprüche. Wie wo anders (in Frankreich) ist der Katholizismus die Staatsreligion und nicht selten gibt es Ausschreitungen von Katholiken gegenüber Protestanten. Meistens werden diese Vergehen noch von der königlichen Macht angezettelt und unterstützt. Es ist jedoch Nichts einfach in dieser Grenzregion. Die französische Monarchie braucht, aus diplomatischen Gründen, Juristen die

gleichzeitig das deutsche und das französische Recht beherrschen. Sie stellt deshalb, entgegen der offiziellen feindseligen Politik, elsässische Lutheraner für dieses Amt ein. (trad. René Siegrist).

AUTEUR

CLAUDE MULLER

Professeur et directeur de l'Institut d'histoire d'Alsace de l'Université de Strasbourg